

CREDEL



Centre de Recherche
et d'Expertise pour
le Développement
Local

UN MONDE INCLUSIF ET RESILIENT

Rapport d'Activités 2021



Sommaire

Table des matières	
Sommaire	2
Liste des sigles.....	3
Préface/Edito.....	4
Qui sommes-nous ?.....	5
Nos zones d'intervention	6
NOS PROJETS EN 2021	7
Qu'avons-nous appris ?.....	23
Développement Institutionnel	24
CONCLUSION	25

Liste des sigles et abréviations.

ABO : Agence du Bassin de l'Ouémé
 AESN : Agence de l'Eau Seine Normandie
 ANE : Acteur Non Etatique
 APC PRI : Analyse de la Prise en Compte de la Prévention de la Gestion du Risque Inondation
 AREAS : Association de Recherche sur le Ruissellement, l'Erosion et l'Aménagement du Sol
 CBO : Comité du Bassin de l'Ouémé
 CC : Changement Climatique
 CCE : Comités Communautaires de l'Eau
 CES : Conservation des Eaux et des Sols
 CGLE : Carrefour des Gestions Locales de l'Eau
 ChaP : Chargé de Projet
 CICE : Comité inter Communautaire de l'Eau
 CLE : Comité Local de l'Eau
 COSGEA : Comité de Suivi et des Gestion des Aménagements
 CREDEL : Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local
 DE : Directeur Exécutif
 DGEau : Direction Générale de l'Eau
 DGPRES : Direction Générale de Gestion et de Planification des Ressources en eau
 DERICC-Bénin : Développement de Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin
 EPP : Ecole Primaire Publique
 GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau
 GIRI : Gestion Intégrée du Risque Inondation
 GIRE- SFN Ouémé : Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le delta de l'Ouémé et du Lac Nokoué
 IDID : ONG Initiatives pour un Développement Intégré Durable
 ODD : Objectifs de Développement Durable
 OmiDelta ANE GIRE-PSE : OmiDelta ANE d'Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eaux par un Système de Paiement pour Services Eco systémiques
 OSCF : Organisations de la Société Civile Féminines
 PAM : Programme Alimentaire Mondial
 PAPI : Plan d'Action et prévention des Inondations
 PANGIRE : Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
 PCC : Plan de Contingence Communal
 PCN : Plan de Contingence National
 PGRI : Plan de Gestion du Risque d'Inondation
 PLE : Plateforme Locale de l'Eau
 PNASI : Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré
 PSE : Payement pour Services Ecosystémiques ou Environnementaux
 RIOB : Réseau International des Organismes de Bassin
 SCGPE : Sous-Comité de Gestion et de Planification des Eaux
 SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
 SDAT : Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire
 SfN : Solutions fondées sur la Nature
 SMBVAS : Syndicat Mixte du Bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec
 UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
 UCP: Union Communale des Producteurs

Edito

Au cours de ces dernières années, plus de 40 % des pauvres dans le monde vivent dans des pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence, et ce pourcentage pourrait atteindre 67 % dans les dix prochaines années, alors que ces pays n'abritent que 10 % à peine de la population mondiale. Malheureusement cette situation de précarité s'amplifie davantage avec l'avènement des changements climatiques qui sont à la base de plusieurs risques et catastrophes. En effet, les changements climatiques, plus qu'une question environnementale, constituent de nos jours, une préoccupation fondamentale de développement. Leurs impacts n'épargnent aucun secteur du développement humain, ni aucun écosystème qu'il soit marin, désertique, forestier, aquatique ou terrestre. Les conclusions de différentes études d'institutions de référence en matière de changements climatiques tels que le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) sont unanimes pour reconnaître que les changements climatiques constituent l'un des défis les plus redoutables auxquels l'humanité fera face pendant plusieurs décennies en raison de leur caractère transversal et de l'ampleur planétaire de leurs impacts. Cette situation malheureusement renforce la vulnérabilité des couches les plus défavorisées notamment dans les secteurs agricoles et de l'eau. Avec plus de 70 % de population agricole, le Bénin se bat à travers plusieurs mécanismes afin de renforcer la résilience des couches vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.

En cette année 2021, CREDEL-ONG fidèle à ses habitudes a une fois encore mis en œuvre plusieurs interventions afin d'apporter sa modeste contribution à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales, défavorisées. Nos actions ont certainement apporté un ouf de soulagement à certaines communautés, mais les défis restent toujours grands et immenses. La société civile doit se battre davantage afin de suppléer à l'état central qui de jour en jour reste dépassé par les événements. A travers ce rapport, nous vous invitons à prendre connaissance de la maison CREDEL et de découvrir les actions qu'elle a réalisées en cette belle année 2021 qui s'achève. Je vous invite donc à faire une belle lecture et à se joindre à nous pour de plus grands défis.

Parfait BLALOGUE

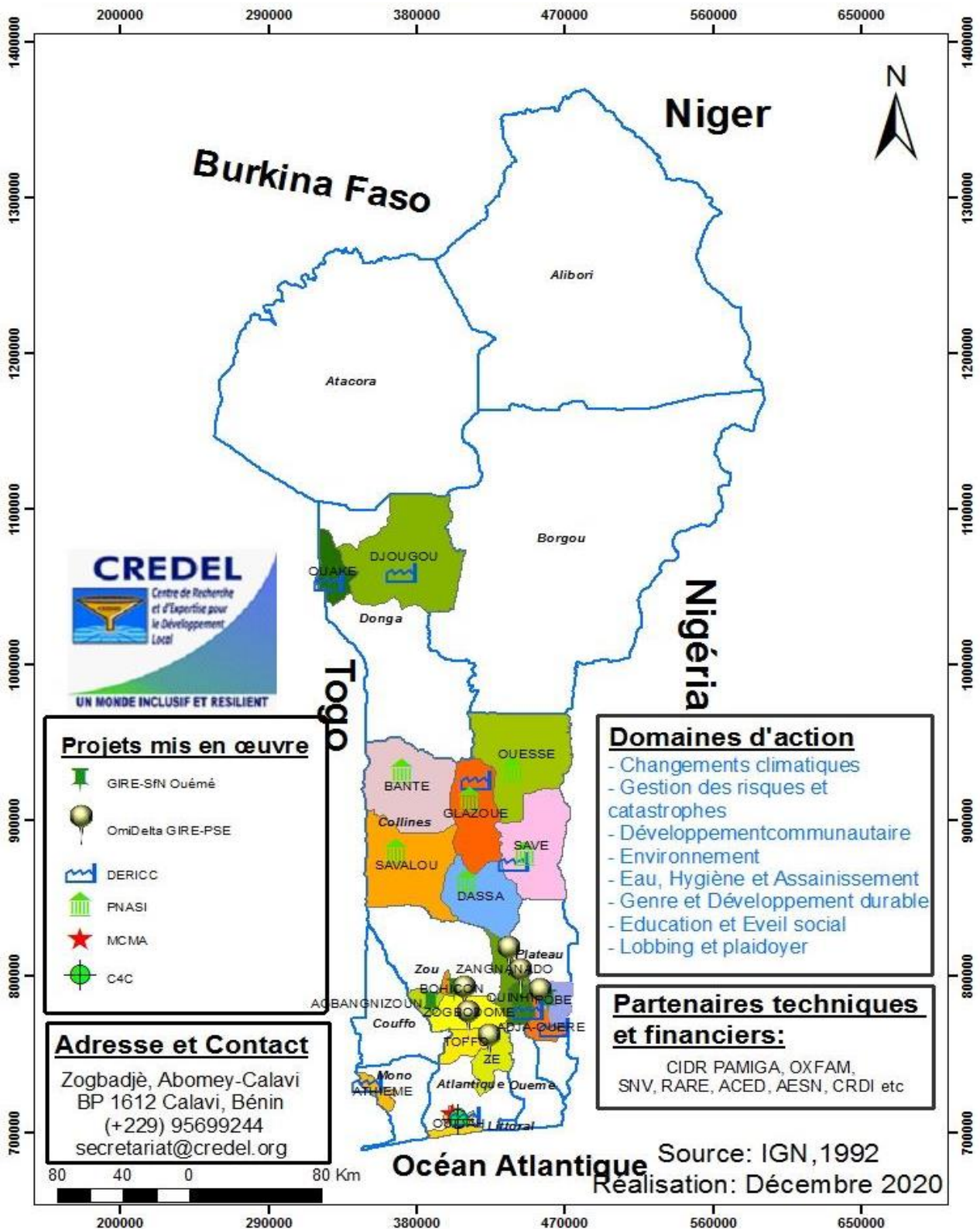
DE/CREDEL

1- Qui sommes-nous?



Vision	Mission	Domaines d'intervention
<p>Promouvoir un monde inclusif et résilient</p>	<p>Accompagner les communautés à la base dans le processus de développement local durable par la promotion d'une éducation inclusive, des modes de vie respectueux de l'environnement et résilients aux changements climatiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des Changements climatiques et des risques associés, - Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) - Développement local, - 'Eau, l'Hygiène et Assainissement, - Intermédiation sociale, - Santé et nutrition communautaire ; <p>Les questions de genre et de justice sociale sont transversales à toutes les activités de l'organisation.</p>

2- Nos zones d'intervention



3- NOS PROJETS EN 2021

DERRIC-Bénin

Développement d'une Résilience Inclusive aux Changements Climatiques et aux Catastrophes au Bénin

1256 Femmes impactées sur 1 794 bénéficiaires

OmiDelta-ANE-GIRE-PSE

Opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) par un Système de Paiement pour Services Ecosystémiques (PSE) dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé

72 000 Femmes impactées sur 170 000 bénéficiaires

155 Femmes impactées sur 254 bénéficiaires

Projets de CREDEL en 2021

PNASI

Programme National d'Alimentation Scolaire

20 466 Filles impactées sur 44 505 bénéficiaires

29 Femmes impactées sur 60 bénéficiaires

RARFeM

Renforcement de l'Autonomisation et de la Résilience des Femmes Maraîchères dans la commune de glazoué

2 000 Femmes impactées sur 5 000 bénéficiaires

PAB-Ouidah

Promotion de l'Agriculture Biologique autour de la lagune côtière de Ouidah pour limiter la dégradation des mangroves

GIRE-SFN-Ouémé

Appui à la Gestion Intégrée des ressources en Eau dans le Delta du Fleuve Ouémé et du Lac Nokoué

2-1- QUE RETENIR DU PROJET DERRIC-Bénin ?

A l'instar de tous les pays de l'Afrique subsaharienne, le Bénin est aussi fortement affecté par les Changements Climatiques. Cependant, les différentes couches de la population ne subissent pas ces revers de la même manière. La situation est particulièrement difficile pour les femmes, surtout les femmes rurales et

périurbaines aux ressources limitées, qui subissent davantage les contrecoups et les répercussions des changements climatiques que les hommes. Il en est de même pour les personnes âgées et les handicapés. Bien que très vulnérables, ces groupes disposent des capacités techniques dont l'exploitation judicieuse contribuera à accroître le développement économique et social. C'est pour cette raison que CREDEL-ONG a initié et met en œuvre le projet DERRIC afin de contribuer à une planification des mesures de développement socialement équitables, qui améliorent la capacité des femmes et groupes vulnérables, à atténuer les impacts des changements climatiques et à s'y adapter.

✂ Bénéficiaires et zones d'interventions.

Le projet DERRIC-Bénin appui les groupements féminins exerçant prioritairement dans le secteur agricole dans les communes d'Adja-Ouèrè, d'Athiémè, de Djougou, de Ouaké, de Ouidah, de Ouinhi, de Glazoué et de Savè. Avec l'appui technique du laboratoire LACEEDE de l'Université d'Abomey-Calavi, un échantillon de groupements actifs a été retenu. Au total mille sept cent quatre-vingt quatorze (1794) bénéficiaires directs ont été appuyés dont **mille deux cent cinquante-six (1256) femmes** et cinq cent trente-huit (538) hommes.



Photo 1 : Diagramme de Venn réalisé dans le village de Djègbamè (Commune de Ouidah)

☞ Quelques activités phares réalisées.

En 2021, le projet DERRIC-Bénin a déployé un certain nombre d'activité aussi bien en direction des communautés que du personnel technique du projet en terme de renforcement de capacité. Au nombre des activités clés, il faudra retenir :

☐ Le développement des outils de l'approche CVCA avec les groupements bénéficiaires : il s'est agi de mettre en pratique les outils 6, 7, 8 et 9 de l'approche CVCA en milieu rural avec les différents groupements partenaires du projet. Ainsi, l'implémentation de la chaîne d'impacts, du Diagramme de Venn, de la Matrice de vulnérabilité et des Options d'Adaptation ont abouti à l'élaboration des Plans d'Actions Communautaires d'Adaptation (PACA) des huit communes bénéficiaires du Projet. Ces plans d'actions ont été validés en présence de toutes les parties prenantes de l'activité (communautés ayant participé à l'implémentation des outils, autorités locales et communales, responsables d'ONG ou structures intervenant sur les questions du climat et de

prise en compte du Genre etc.) afin que ces documents soient acceptés de tous et que chacun joue sa partition pour son opérationnalisation



Photo 2 : Atelier de validation du Plan d'Actions Communautaires d'Adaptation (PACA)

☐ La préparation de la stratégie de plaidoyer pour la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques. Elle s'est faite à travers l'identification des Organisations de la Société Civile Féminines (OSCF) afin de les impliquer dans la formation sur le plaidoyer national qui est en cours de préparation. Le but visé est d'amener ces OSCF en l'occurrence WiDAL-Bénin, FeDDAF-Bénin, WANEP, RIFONGA, SOCIAL-WATCH et FAPHB à être des porte-voix des femmes rurales auprès des décideurs pour la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques. Les multiples séances de travail tenues avec ces OSCF ont permis non seulement d'établir un accord de partenariat avec elles, mais aussi et surtout d'obtenir leur

accord de principe de collaboration pour organiser le plaidoyer. Ce qui a valu leurs intégrations dans le comité de pilotage du projet.

☐ L'organisation de séances de vulgarisation des bonnes pratiques. Le projet DERRIC-Bénin a toujours identifié les bonnes pratiques qu'il essaie de mettre à l'échelle à travers des émissions radiotélévisées (01 émission réalisée sur l'ORTB), la publication sur les réseaux sociaux, l'organisation des séances de sensibilisation grands publics et la participation à des colloques scientifiques (rédaction et publication de deux articles scientifiques dont le premier porte sur : « **Vulnérabilité des femmes aux changements climatiques et stratégies d'adaptation dans la commune de Glazoué** »

publiés dans la revue scientifique internationale JISTEE et le second sur : « **Risques climatiques et stratégies d'adaptation des producteurs agricoles dans la commune de Ouidah** » dans la revue scientifique internationale à comité de lecture "GEOVISION".

☐ L'organisation et la tenue de l'atelier final d'apprentissage entre les pairs. Cette activité a permis aux six projets financés par le CRDI de se retrouver et de partager des acquis sur le Genre et les Changements Climatiques. Spécifiquement, cet atelier a contribué à l'accroissement des connaissances des participants sur les principes et pratiques de recherche transformatrice en matière de genre.

☞ Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

La mise en œuvre des différentes actions du projet DERRIC-Bénin a induit beaucoup de changements positifs au sein des communautés. L'interaction permanente avec les bénéficiaires a joué un rôle d'éducation de la communauté ce qui a provoqué un réel changement chez la plupart des membres des groupements bénéficiaires du projet. Désormais, ils sont beaucoup plus organisés

non seulement dans les groupements, mais aussi dans les foyers. Les hommes militent davantage pour la lutte contre les inégalités hommes-femmes, mais aussi et surtout, ils assistent leurs femmes dans différentes activités qu'elles mènent et disposent aujourd'hui d'atouts pour mieux planifier les activités champêtres. Aussi, à chaque séance d'apprentissage, il est régulièrement prélevé sur les frais de déplacement un montant forfaitaire de cinq cent (500) francs chez chaque membre des groupements afin d'en faire un fond de cotisation pour lesdits groupements. Ces différentes sommes ont contribué à l'expansion des activités de ces femmes et donc à l'accroissement de leurs revenus. Les appuis techniques directs apportés par le projet DERRIC-Bénin surtout en équipements et en techniques de productions résilientes aux changements climatiques ont renforcés les capacités de production des femmes et a accru leurs autonomisations vis-à-vis des hommes.

☞ Défis et perspectives.

Le principal défi à relever est de réussir à élargir les différents apprentissages pour la mise en œuvre des neuf (09) outils de l'approche CVCA aux autres groupements non bénéficiaires du projet DERRIC-Bénin. Bien que certains bénéficiaires réussissent à répliquer les connaissances apprises aux autres membres de la communauté, il est clairement remarqué un grand fossé entre les bénéficiaires directs de DERRIC-Bénin et les autres membres de la communauté. Ainsi pour avoir plus d'impacts visibles dans les différentes communes d'intervention, la relève de ce défi est

indispensable si nous voulons vraiment amener la majorité des femmes à s'autonomiser et à davantage être résilientes aux effets néfastes des changements climatiques dans leurs différentes localités.



Rencontre avec le groupement "Tinkpon Aissogbé" d'Agouagon

2-2- QUE RETENIR DU PROJET OmiDelta ANE GIRE-PSE ?



Le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE, a pour objectif global de contribuer à ce que les populations pauvres et vulnérables vivant dans le Delta de l'Ouémé bénéficient de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Il s'agira de contribuer à la réduction des effets néfastes des inondations et des érosions grâce à la mise en place d'un mécanisme GIRE-PSE dans les communes d'Adja-Ouèrè, Ouinhi, Toffo, Zagnanado, Zogbodomey et Zê. Il est mis en œuvre par le consortium CIDR Pamiga, CREDEL et Africa Green Corporation SA.

🌿 Bénéficiaires.

Pour la mise en œuvre des activités du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE, plusieurs bénéficiaires ont été identifiés et accompagnés. Il s'agit en l'occurrence des bénéficiaires directs composés des membres des groupes organisés partenaires (468 groupements), des spectateurs actifs des projections de vidéos dans les villages, des membres des

CLOACES formés (Creusets Locaux des Ouvriers Aménagistes pour la Conservation des Eaux et des Sols), des bénéficiaires des micro-aménagements réalisés, des groupements d'exploitation de la filière sable partenaires du projet, des membres des 18 Comités Communautaires de l'Eau (CCE) installés, des bénéficiaires des

jeux concours GIRE organisés par le projet, des auditeurs des émissions radiophoniques et télévisées réalisées par le projet. A tout ceux-ci s'ajoute les bénéficiaires indirectes composés prioritairement des membres des familles des bénéficiaires directs. Au total 170 000 personnes ont été atteints dont 72 000 femmes et 98 000 hommes.

🌿 Quelques activités phares réalisées.

Plusieurs activités ont été réalisées par le projet OmiDelta ANE GIRE-PSE en 2021 qui se trouve être son année de clôture. La quintessence desdites activités se présente comme suit :

□ La poursuite des sensibilisations sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à travers la réalisation d'émissions radiophoniques, la réalisation et la projection de vidéos didactiques dans les villages d'intervention du projet et la mise en service de six afficheurs numériques à bandes défilantes dans toutes les communes bénéficiaires. Ce qui a permis d'impacter plus de 170 000 personnes pour qui la GIRE aujourd'hui n'est plus un concept nouveau.



Mise en service de l'afficheur numérique à bandes défilantes de Houégbo en présence de madame le Maire de la commune de Toffo (à gauche) et visite de l'afficheur de Ouinhi par l'auditeur et l'expert GIRE de la SNV (à droite)

□ La régulation du flux hydrique à travers la finalisation des surcreusements, la construction des aires de stockage du sable fluvial, l'appui en équipements aux groupements d'exploitation du sable fluviale (barques motorisée et petits outillages) et la contribution à l'émergence des Comités Locaux des Ouvriers Aménagistes de Conservation des eaux et des Sols (CLOACES). Au total, 09 aires de stockage du sable fluvial et 05 barques motorisées ont été mises à disposition des

groupements d'exploitation du sable fluvial et 6 creusets locaux des Ouvriers Aménagistes de conservation des Eaux et des Sols (CLOACES) impliquant environ 230 personnes ont été mis en place.



Remise de matériels au CLOACES (à gauche) et réception de l'aire de stockage de sable fluvial de Houaidja dans la commune de Ouinhi (à droite)

□ Le renforcement de la gouvernance communautaire GIRE par le truchement de la mise en œuvre des plans d'actions communautaires GIRE (18 plans GIRE accompagnés), la mise en place du Système d'Alerte Précoce Communautaire et l'appui à l'émergence des Comités intercommunautaires de l'eau (CiCE). Environ 30km de canaux ont été débouchés, 5 000 m³ de retenues d'eau ont été réalisées et plus de 15 000 mètres linéaires de diguettes réalisées. Ces actions ont véritablement contribué à l'accroissement de la résilience des communautés vulnérables aux érosions et aux inondations.

🌿 Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

La mise en œuvre du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE dans la BMVO a facilité une cohésion sociale à travers l'intégration des couches les plus vulnérables, la promotion de la main d'œuvre locale et l'appui à des activités déjà en cours dans la zone du projet. Il a également favorisé l'essor d'un nouveau creuset de conservation des eaux et des sols, porté par les communautés elles-mêmes. La praticabilité des voies d'accès et la disponibilité de l'eau pour des activités agricoles et d'abreuvement du bétail ont été améliorées.



Curage de canal d'évacuation d'eau par le CCE 12 à Zogbodomey

🌿 Défis et perspectives.

Au rang des défis à relever et des perspectives à atteindre, nous inscrivons :

- ☞ La prise en compte de la promotion de la GIRE dans les Plans de Développement Communaux ;
- ☞ La recherche de nouveaux financements afin de poursuivre l'appropriation de la GIRE au niveau local ;
- ☞ Le renforcement de la gouvernance communautaire GIRE à travers l'appui aux CCE ;
- ☞ L'organisation des séances de reddition avec les bénéficiaires des différents aménagements réalisés (surcreusement et aires de stockage de sable fluvial etc.).
- ☞ La mise en place et la dynamisation d'un cadre de partenariat avec les Agences Territoriales de Développement Agricoles et les CCE ;
- ☞ La diffusion des vidéos et autres supports de sensibilisation sur la GIRE à travers les médias/Web (Youtube, whatsapp etc.).

2-3- QUE RETENIR DU PROJET GIRE-SFN ?

Le projet GIRE SfN Ouémé cherche à opérationnaliser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans le bassin versant du delta de l'Ouémé en suivant le « fil bleu » des inondations. Pour ce faire, le projet cherche à toucher les autres enjeux liés à la GIRE (qualité de l'eau, disponibilité pour tous les usages, conflit, etc.) et se fixe trois objectifs principaux à savoir: i) Améliorer la gouvernance des ressources en eau, ii) Mettre en œuvre des actions de résilience aux inondations, mobilisant notamment les Solutions Fondées sur la Nature (SFN) et iii) Diffusion des bonnes pratiques de la GIRE à l'ensemble du bassin versant de l'Ouémé.



Curage de Intervention consensuelle sur le cours d'eau objet de discorde et résolue par le maire de Pobè

Bénéficiaires et zones d'interventions.

Le projet GIRE SFN-Ouémé en complément du projet OmiDelta ANE GIRE-PSE intervient dans les communes d'Agbangnizoun, Bohicon et de Pobè. Il prend en compte tous les usages liés aux ressources en eau et a impacté environ 5000 personnes. La répartition des bénéficiaires en fonction des communes d'intervention se présente comme suit :

	Communes	Nombre de bénéficiaires finaux
Zone Plateau de la zone d'intervention du projet	Pobè	1500 personnes dont environs 800 femmes
	Agbangnizoun	2500 personnes dont environs 1 000 femmes
	Bohicon	1000 personnes dont environs 200 femmes
Nombre Total de bénéficiaires		5 000 personnes, dont 2 000 femmes

☞ Quelques activités phares réalisées.

a) Contribution au renforcement/accroissement de la connaissance des populations sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à travers divers canaux d'Information Education Communication. Ainsi, des groupes organisés ont été renforcés sur les notions essentielles de la GIRE et sur les techniques de Conservation des Eaux et des Sols avec un focus sur les Solutions Fondées sur la nature. Des micro actions GIRE de proximité sont faites avec les communautés en guise

d'émulation afin d'opérationnaliser les connaissances théoriques acquises. Enfin, le projet a finalisé et faire valider le document d'APC PRI pour le bassin de l'Ouémé en prélude au PPRI.



Réalisation de surcreusement dans la commune de Bohicon pour la rétention des eaux de ruissellement

b) Réalisation d'ouvrage structurant dans la commune de Bohicon Il s'est agi pour le projet de développer des Solutions Fondées sur la Nature efficaces pour la limitation du ruissellement. A cet effet un ouvrage structurant de rétention d'eau de ruissellement a été réalisé permettant ainsi de limiter les risques d'inondation en aval notamment au niveau de la rivière Samion.

c) Réseautage et partage de connaissance. Grâce au projet GIRE-SFN Ouémé, un protocole d'accord a été signé entre L'Agence de l'Eau Seine Normandie (France) et la Direction Générale de l'Eau à travers le Comité de Bassin de l'Ouémé. Des visites d'échanges internationales (Sénégal et France) ont été faites ainsi que la participation à plusieurs grands rendez-vous sur l'eau et les changements climatiques dont i) la participation au CGLE 2021 tenue, ii) la participation au congrès mondial de l'UICN, tenue dans le mois de septembre à Marseille en France, iii) la participation au sommet Climate Change ainsi l'organisation d'un atelier sur la PPRI.



Photo de famille avec les agents du Syndicat Mixte du Bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec (SMBVAS/France)

☞ Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

Le projet a fait la promotion de certaines mesures agricoles (pratique du zaï, les demi-lunes agricoles, l'agroforesterie, l'agroécologie, les billons renforcés perpendiculaires à la pente) pour la restauration des sols dans le but est d'avoir de meilleurs rendements agricoles. L'adoption de ces techniques choisies de concert avec les communautés a rendu facile leurs adoptions et contribuer significativement à l'accroissement des rendements. Bien que la

durée du projet n'est pas suffisamment longue pour tirer des conclusions soutenues, les retours de terrain obtenus de ces zones d'intervention sont beaucoup plus encourageant. La vulnérabilité des communautés en générale et spécialement celle des femmes a considérablement diminuée avec l'application des différentes techniques apprises.



Séance pratique de la technique Zaï à Agbangnizoun

☞ Défis et perspectives.

La mise en œuvre des activités du projet GIRE SFN-Ouémé s'est vu confrontée à défis à savoir :

□ Réussir à effectivement valoriser les ouvrages structurants réalisés. En effet, ces ouvrages, en dehors de leurs rôles tampon, de régulation des inondations doivent être économiquement viables afin de pouvoir assurer leurs durabilités. Les quelques séances de renforcement de capacités des communautés (dans un délai assez courts) à cet effet peuvent ne pas suffire. Il faudra donc se battre pour trouver un financement complémentaire afin de pouvoir prendre véritablement en compte le volet économique de ces ouvrages.

□ L'approche d'aménagement par bassin versant étant un processus complexe, il faudra s'assurer que toutes les unités administratives concernées puissent véritablement garder la même harmonie et unité d'action après la fin du projet. L'autonomie de gestion des territoires ne doit pas compromettre la gestion des ressources en eau au niveau des unités hydrologiques concernées.

2-4- QUE RETENIR DU PROJET PAB-Ouidah ?



D'une durée de deux ans, le projet « Promotion de l'Agriculture Biologique autour de la lagune côtière de Ouidah (PAB-Ouidah) pour limiter la dégradation des mangroves ». Il est cofinancé par Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) à travers le projet de Développement d'une Résilience Inclusive face aux Changements Climatiques et aux Catastrophes (DERICC-Bénin).

Le PAB-Ouidah mise sur la sensibilisation des communautés sur les inconvénients de l'utilisation des intrants chimiques sur les ressources naturelles et halieutiques des milieux lagunaires, la promotion des modes de production respectueuses de l'environnement et la facilitation pour l'installation d'un site de production d'intrants biologiques susceptible de favoriser l'adoption de l'Agriculture Biologique.

☞ Bénéficiaires et zones d'interventions.

Comme son nom l'indique, le PAB-Ouidah est mis en œuvre dans le cordon littoral de la commune de Ouidah et cible les maraîchers, jeunes et femmes de la zone côtière. Au total 60 personnes dont 29 femmes et 31 hommes réparties dans les localités de Djègbadji et de Houakpè-Daho sont les principaux bénéficiaires dudit projet dont l'objectif est de promouvoir l'Agriculture Biologique dans la zone ciblée.

☞ Quelques activités phares réalisées.

Le projet PAB-Ouidah étant à la phase de démarrage, seulement quelques activités ont été réalisées. Il s'agit en l'occurrence de l'identification et du choix des bénéficiaires puis du renforcement de capacité de ces derniers sur les systèmes de production biologique. L'appartenance à une forte zone de production maraîchère et la priorisation des maraîchers.ères ayant déjà travaillé auparavant avec CREDEL-ONG sont les deux critères majeurs qui ont facilités la sélection des bénéficiaires. En ce qui concerne le renforcement des capacités, il s'est focalisé sur la formation de 60 agriculteurs.trices sur les systèmes de production biologiques. Organisée en deux phases respectivement dans les arrondissements de Houakpè-Daho et de Djègbadji, cette session de formation a impérativement contribué au changement de comportements de la part des maraîchers.ères de Ouidah qui sont résolument engagés dans la transition agro-écologique.

☞ Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

Le projet PAB-Ouidah est d'un grand réconfort pour les femmes qui ont très souvent un accès difficile aux facteurs de production notamment la terre. Les terres qu'on leur octroie sont souvent les moins fertiles et leur pouvoir d'achat ne leur permet pas de pouvoir se procurer aisément les intrants chimiques sur le

marché. Elles sont donc abonnées aux mauvais rendements. Mais avec le projet PAB-Ouidah qui met en avant l'utilisation des fertilisants et pesticides biologiques la re-fertilisation de leurs terres en pleine croissance. De même, la fabrication des intrants biologiques étant moins

onéreuses, les couches vulnérables en l'occurrence les femmes se trouvent être favorisées. L'appropriation de cette innovation aide donc ces dernières à obtenir de bons rendements et à conserver durablement les terres qu'on leur octroie.



Séance pratique de préparation de compost liquide à Ouidah

Défis et perspectives.

Notre plus grand défi est de pouvoir réaliser toutes les activités prévues dans le cadre du projet dans le délai imparti car il faudra réussir l'installation de l'unité de production des intrants biologiques. Aussi, trouver un site adéquat afin d'y installer un site d'expérimentation n'est pas chose facile. Il faut noter que nous convergeons nos efforts pour l'obtention de subventions complémentaires afin d'élargir les activités pour un impact plus durable.

2-5- QUE RETENIR DU PROJET PNASI ?



Prise de repas par les écoliers de l'EPP TCHAMISSI (DASSA-ZOUME) lors de la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire (Edition 2021)

Le Programme Nationale d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) est l'un des programmes sociaux phares contenus dans le PAG à l'avènement du gouvernement de la rupture du Président Patrice TALON. Il est mis en œuvre depuis le 18 septembre 2017 par le gouvernement et exécuté par le PAM dont les bras opérant sont les ONGs. Il couvre 3849 écoles au plan national et s'est fixé comme objectifs de :

- Accroître le taux de scolarisation et réduire la disparité de scolarisation entre filles et garçons,
- Encourager la rétention scolaire et améliorer l'assiduité et les résultats scolaires,
- Contribuer à la réalisation des ODD n°2, n°3, n°4 et n°5,
- Améliorer le statut nutritionnel des enfants et réduire l'insécurité alimentaire,
- Promouvoir le développement de l'agriculture locale,
- Améliorer les conditions socio-économiques des ménages en milieu rural et réduire la pauvreté.

🌱 Bénéficiaires et zones d'interventions.

Le programme PNASI couvre tous les 77 communes du Bénin. Mais en ce qui concerne CREDEL, il prend en charge les six communes du département des Collines (Bantè, Dassa, Glazoué, Ouèssè, Savalou et Savè) depuis Novembre 2018. En 2021, 321 écoles en sont bénéficiaires et chacun de leurs apprenants bénéficie d'un repas chaud par jour. Ce qui a permis à CREDEL-

ONG de prendre en charge en 2021, une moyenne de 44 505 apprenants dont 24 039 garçons et 20 466 filles pour un total d'environ **6.522.301 repas chaud servis.**

🌱 Quelques activités phares réalisées.

Deux activités principales sont à prises en compte :

a) **L'intermédiation sociale** : elle a consisté à la sensibilisation et à la conscientisation de certains acteurs clés du système des cantines scolaires. Pour ce faire tous les autorités politico-administratives concernées (le Préfet et les six Maires du département des collines, les trois CRP, le DDEMP, le C/SAS) ont été rencontrés et sensibilisés. De même, 258 rencontres des CA, 1132 rencontres de CV, 541 rencontres des CQ, 1335 rencontres des bureaux APE, 2093 rencontres de CGCSI et 221 rencontres des leaders d'opinions ont pu se tenir. Enfin, des séances de sensibilisation ont été également faites à l'endroits des communautés et les cuisinières chargées de préparer les repas et de les servir aux enfants (989 AG, 1830 sensibilisations des communautés, 4186 sensibilisations des cuisinières sur l'hygiène et 831 AG de reddition de comptes).



Rencontre de plaidoyer du Directeur Exécutif de CREDEL avec le Maire de Savalou

b) Contrôle et gestion du fonctionnement des cantines : l'équipe mise en place par CREDEL-ONG a veillé sur la régularité des cuissons, le suivi de la mise en place des dotations, la gestion des stocks, le nettoyage des magasins, l'arrimage des vivres et le recyclage continu des acteurs à la base. Le suivi rigoureux et les séances de sensibilisation ont permis de collecter des dons en nature et en espèces d'une valeur de **26 825 095 FCFA** auprès des communautés. Tandis que les souscriptions journalières des écoliers s'élèvent à **93.059.155 FCFA** soit un taux de **54,08%** du montant total attendu. Les infrastructures dédiées à la cantine ont été améliorées et les mécanismes de pérennisation (Jardins, champs, unité d'élevage et AGR) ont été mis en place.

Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

Les objectifs fixés par ce programme sont très élogieux et traduisent la vision de développement du secteur éducatif prônée par le Chef de l'Etat et son gouvernement. Grâce à ce programme, le taux de scolarisation a augmenté avec une forte rétention et une chute remarquable du taux d'abandon qui est passé de 20% en 2018 à 13% en 2021. Le taux de réussite est passé de 74% en 2018 à 83% en 2021. La scolarisation des filles s'est accrue.

Défis et perspectives

Dans notre élan de mener à bien ce programme et de le réussir, plusieurs défis s'incombent à nous : Nous devons accentuer nos plaidoyers à l'endroit des autorités locales en vue d'obtenir plus de soutien et d'accompagnement effectif de leur part. Œuvrer pour obtenir au moins à 50% le parrainage des écoles à cantine dans les Collines; Développer des activités génératrices de revenus ; Renforcer les mesures de pérennisation dans toutes les écoles (élevages, jardins, champs...); Continuer dans la mise en place des infrastructures dédiées à la cantine en dotant à hauteur de 100% toutes les écoles de cuisines modernes; Et enfin, amener les communautés à s'approprier véritablement le programme afin d'en assurer la continuité.



2-6- QUE RETENIR DU PROJET RARFeM ?

Le projet « Renforcement de l'Autonomisation et de la Résilience des Femmes Maraichères dans la commune de Glazoué » (RARFeM) est venu apporter des solutions à certains constats faits sur la situation sociale et politique de la femme retracés dans le PDC de la commune de Glazoué. Il s'agit entre autre de la faible participation des femmes à la prise de décision, des phénomènes de violence faite aux femmes sous toutes ses formes et l'impact sévère des changements climatiques sur les activités des femmes qui accentuent leur vulnérabilité sociale. Il a donc pour but de renforcer l'autonomisation et la résilience des femmes maraichères de la commune de Glazoué en se focalisant sur trois résultats clés à savoir i) le renforcement de la connaissance des femmes maraichères sur l'agriculture biologiques et les catastrophe, ii) l'accompagnement des femmes maraichères sur l'adoption de pratiques agricoles résilientes et iii) l'appui à l'autonomisation des femmes maraichères par la facilitation de l'accès aux marchés et les plaidoyers d'influence. Il est financé par l'Organisation International de la Francophonie (OIF) en cofinancement avec le Centre de Recherche et de Développement International (CRDI).

☞ Bénéficiaires et zones d'interventions.

Le projet RARFeM prend en comptes huit groupements repartis dans huit villages de la commune de Glazoué. Un total de 254 personnes sont touchés soit 99 hommes et 155 femmes.

☞ Quelques activités phares réalisées.

Etant en phase de démarrage, seulement deux activités phares ont été réalisées au cours de cette année. Il s'agit de la sensibilisation des femmes maraichères d'une part sur les manifestations des changements climatiques et les catastrophes naturelles, et d'autre part sur le respect des gestes barrières contre la pandémie du covid 19 et sur la fabrication des masques de protection et du dispositif de lave-main artisanal Tippy-Tap. Ces différentes sensibilisations et formations ont non seulement accrues le niveau de connaissance des femmes sur les causes et conséquences des changements climatiques mais aussi sur les stratégies de lutte efficace et à moins coût contre la pandémie du covid 19.



Réalisation du dispositif de lavage de main Tyyppi tap par Sènan Apicole de Hoco

Impacts sur le développement et sur la promotion du genre.

En moins de quatre mois d'activité sur le terrain, on ne saurait déjà parler d'impact de nos actions sur le terrain. Néanmoins, les premières sensibilisations réalisées ont induit un certain nombre de réactions positives de la part des communautés laissant espérer des impacts positifs. Déjà, les bénéficiaires ont décidé de délaissier dans la mesure du possible les zones de bas-fond qui sont directement soumises aux inondations. Elles ont également pris l'engagement de respecter rigoureusement les dates de semis afin de réduire au maximum les pertes de culture soit par inondation soit par sécheresse.

La maîtrise de la fabrication du dispositif artisanal de lavage de main et du cache-nez par les femmes a considérablement augmenté le nombre de personnes portant les masques de protection dans les villages d'intervention du projet. Ce qui a certainement contribué à la réduction des éventuels cas du covid 19.

Défis et perspectives.

Bien que les bénéficiaires semblent s'accrocher aux actions du projet, d'énormes défis restent à relever en vue de réussir à renforcer davantage la résilience des femmes maraichères de la commune de Glazoué :

- ❑ Les femmes ont compris la nécessité de respecter les dates de semis. Mais le véritable défi est de pouvoir s'en souvenir en son temps. Il faudra donc les mettre en contact avec les agents de l'ATDA afin qu'elles soient suivies de près.
- ❑ L'autre défi est de pouvoir aider ces braves femmes à accéder à un marché sécurisé afin de pouvoir écouler leurs produits car avec les modestes moyens dont elles disposent, ces femmes ont du mal à s'imposer sur le marché.
- ❑ Bien que les femmes ont compris la nécessité de quitter les bas-fonds qui sont des zones très vulnérables, trouver d'autres endroits propices dans le contexte compliqué du foncier béninois est un autre défi que le projet devra les aider à relever.

4- Qu'avons-nous appris?



Au terme de la mise en œuvre de nos actions de l'année 2021, nous avons appris que :

- ☞ L'implication des autorités locales (des chefs de villages jusqu'aux Maires) est indispensable pour la réussite des aménagements et des débouchages des canaux surtout qu'ils font appel à des aspects fonciers qui sont souvent complexes en milieu paysan ;
- ☞ Les micro-actions GIRE comme action de sensibilisation / émulation ont pleinement joué leur rôle antiérosif et de réduction du ruissellement vers les parties aval : c'est l'un des meilleurs moyens d'opérationnaliser la GIRE au niveau local ;
- ☞ En ce qui concerne le choix des solutions d'adaptation fondées sur la nature pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques, il faut impérativement discuter de long en large avec les communautés et non de faire une copie coller des pratiques vues d'ailleurs. En les sensibilisant et en les éclairant, ils finissent toujours par exposer clairement leurs réels problèmes avec des propositions de solutions dont les SfN qui sont à même de les résoudre.
- ☞ La logique d'aménagement de bassins versants est un processus à plusieurs étapes auquel il faut impliquer les populations à la base dès la planification jusqu'à la mise en œuvre afin d'assurer de la pérennité des actions réalisées. De même, Il faut également veiller à la valorisation économique des solutions déployées. Exemple. On peut utiliser des vétivers comme des plantes antiérosives lors de la réalisation des haies contre ruissèlement, cependant, il serait mieux de choisir des citronnelles qui jouent aussi le même rôle mais dont la valorisation économique est déjà acquise chez les populations.
- ☞ L'importance des techniques de conservation des eaux et des sols n'est pas automatiquement perçue par les populations qui les considéraient comme inutiles et une perte de temps. Mais une fois l'expérience faite, elles y adhèrent plus facilement.
- ☞ Plusieurs agriculteurs cherchent à transiter du système conventionnel au système biologique. Mais ils désirent ardemment que l'état les accompagne dans le processus de transition agro-écologique surtout au niveau de l'accès au marché où les produits biologiques ont du mal à s'imposer.
- ☞ Combiner la théorie et la pratique lors d'une formation permet aux participants de ne pas rester évasifs et de pouvoir mieux comprendre la théorie enseignée. Cela leur facilite la réplique des acquis de la formation dans leur propre champ et de les faire découvrir à ceux qui n'ont pas pu participer à la formation.
- ☞ Au niveau des cantines scolaires, les séances de sensibilisation des populations, (les portes à portes) sont indispensables pour la durabilité des cantines scolaires. Elles constituent des moments très précieux pour la résolution de plusieurs problèmes, car elles permettent non seulement le contact facile avec les communautés bénéficiaires du Programme mais aussi et surtout d'obtenir leur adhésion à travers les apports en nature et en espèce qui constituent un maillon essentiel dans la mise en œuvre du programme. Car c'est ces différents dons qui permettent le bon fonctionnement des cantines scolaires.

5- Développement Institutionnel

Réseautage

CREDEL est membre de plusieurs réseaux tant au niveau national qu'au niveau international et participe de façon active à l'animation des réseaux présentés dans le tableau 4 ci-dessous :

Sur le plan national, CREDEL est reconnu comme membre du Comité National sur les changements climatiques au niveau du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable. De même, ses activités continuent au sein de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe parrainé par l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique et le Système des Nations Unies (SNU). Elle est membre fondateur de la section béninoise du Global Network of Civil Society Organisation for Disaster Reduction (GNDR) et de la Coalition pour la Recherche et le Développement Vert en Afrique -CREDEVA (dont il assure le lead). Aussi, CREDEL est membre de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB).

Au plan international, l'ONG CREDEL est toujours un membre actif du Réseau International Climat et Développement, de la Conférence des Organisations internationales Non gouvernementales de la Francophonie (COING). A ce titre, l'organisation a bénéficié d'une formation sur le plaidoyer et la communication d'influence dans les locaux de COORDINATION SUD en France. Après l'accréditation en tant que membre de Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction en 2018, CREDEL a organisé au cours de l'année 2021 plusieurs ateliers en ligne. Fort de ses activités dans le domaine des changements climatiques, CREDEL a été sollicité pour participer à Douala au Cameroun à la création du Réseau Africa Carbone Changements Climatiques dont les activités sont principalement axées sur l'article 6 de l'Accord base de Paris.

Au niveau National	Au niveau International
<ul style="list-style-type: none"> - Comité National sur les changements climatiques ; - Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe ; - Section béninoise du Global Network of Civil Society Organisation for Disaster Reduction (GNDR); - Coalition pour la Recherche et le Développement Vert en Afrique - CREDEVA ; - L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB). 	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau International Climat et Développement, de la Conférence des Organisations internationales Non gouvernementales de la Francophonie (COING) ; - COORDINATION SUD en France ; - Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction; - Réseau Africa Carbone Changements Climatiques ; - Accréditation à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

4.2 Audit des comptes de gestion de l'exercice 2021

L'audit financier et comptable a été réalisé le cabinet Global Entreprises du Bénin (GEB) SARL. Les comptes globaux et spéciaux de l'exercice 2021 ont été certifiés sans réserve.

4.3 Perspectives

En 2022, un nouveau chapitre débutera pour CREDEL. Conscients des difficultés rencontrées au cours de l'année 2021 par rapport à l'exécution des différentes activités au sein de la structure et des projets en cours, la Direction Exécutive mettra en place un processus de renforcement des capacités afin de booster le bon fonctionnement de la structure.

Malgré son site web bien animé, CREDEL compte renforcer la visibilité de l'organisation à travers les réseaux sociaux et disposer d'une bonne présence aussi bien dans les médias traditionnels que numériques.

CREDEL avec le dynamisme de son personnel, mettra en place des stratégies pour élargir davantage son réseau de partenariat.

6- CONCLUSION

Une fois encore, CREDEL-ONG a activement pris part à l'accroissement de la résilience des communautés rurales défavorisées aux différents risques et catastrophes. Conformément à sa mission, l'ONG s'est mise au service des communautés à travers les différentes activités implémentées sur le terrain. Néanmoins défis restent à relever au regard des exigences du monde contemporain qui se trouve être de plus en plus imparables

Nos partenaires



Royaume des Pays-Bas

